

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix Travail Patrie

MINISTERE DE LA COMMUNICATION

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work- Fatherland

MINISTRY OF COMMUNICATION

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°001/AONO/MINCOM/CIPM/2022 DU15 MARS 2022

**RELATIF A LA CONSTRUCTION DE LA DELEGATION REGIONALE DE LA COMMUNICATION
DE L'OUEST AVEC CASE DE PASSAGE**

Financement : Budget d'Investissement Public (BIP) du Ministère de la Communication, Exercice 2022.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre de la Communication lance, un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de construction de la Délégation Régionale de la Communication de l'Ouest avec case de passage.

2. Consistance des travaux

Les travaux objet de cet Appel d'Offres National Ouvert comprennent la construction d'un immeuble administratif (R+1) à usage de bureaux, ainsi qu'une case de passage.

3. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à toutes les entreprises de droit Camerounais qualifiées.

4. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère de la Communication de l'Exercice 2022, imputation : 56 17 160 04 44 17 170 523112

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **Deux cent quarante-cinq millions (245 000 000) F CFA**

6. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables au Ministère de la Communication, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, dès publication du présent avis.

7. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu aux heures ouvrables au Ministère de la Communication, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance attestant le versement d'une somme non remboursable de **140 000** (cent-quarante mille) francs CFA, délivré par le Trésor Public.

8. Remise des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (1) original et six (06) copies marquées comme telles, ainsi qu'une version électronique de l'offre financière gravée sur CD ou sur clé USB (**l'absence de la version électronique de l'offre financière à l'ouverture des plis constitue un motif de rejet de l'offre**), seront placées sous pli cacheté et scellé, sans aucune indication sur l'identité du soumissionnaire sous peine de rejet, et déposées au Ministère de la Communication, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics à Yaoundé, au plus tard le **vendredi 22 avril 2022 à 13 heures**.

Le dossier sera présenté en trois enveloppes "intérieures" distinctes et scellées ainsi qu'il suit :

- I- pour les pièces administratives
- II- pour les propositions techniques.
- III- pour les propositions financières.

Elles seront placées à l'intérieur d'un pli extérieur anonyme, hermétiquement fermé et portant impérativement la seule et unique mention suivante :

Appel d'Offres National ouvert

**N°001/AONO/MINCOM/CIPM /2022 DU RELATIF A LA CONSTRUCTION DE
LA DELEGATION REGIONALE DE LA COMMUNICATION DE L'OUEST AVEC
CASE DE PASSAGE**

« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

9. Recevabilité des offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, d'un montant de **4 900 000 (Quatre millions neuf cent mille)** francs CFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances, la non satisfaction totale des critères de qualification du personnel minimum requis par le DAO, la non satisfaction totale des critères justificatifs du matériel minimum requis par le DAO, entraînera le rejet de l'offre.

10. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques et financières aura lieu **le vendredi 22 avril 2022 à 14 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de la Communication à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier.

11. Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage est de **huit (08) mois**.

12. Evaluation des offres

L'évaluation des offres se fera en **trois (03) étapes** :

- **1^{ère} étape** : vérification de la conformité du dossier administratif de chaque soumissionnaire.
- **2^e étape** : évaluation technique des offres administrativement conformes.
- **3^e étape** : vérification des offres financières des entreprises dont les offres ont été

reconnues techniquement qualifiées et administrativement conformes.

Les critères d'évaluation des offres sont les suivants

13. Principaux critères éliminatoires

Seront rejetées, les offres présentant les manquements ci-après :

- a) Absence de la caution de soumission ;
- b) Défaut de production ou de conformité dans un délai de 48h de l'une des pièces du dossier administratif absente ou jugée non conforme ;
- c) Fausse déclaration ou pièce falsifiée;
- d) Omission dans l'Offre financière d'un prix unitaire quantifié ;
- e) Absence de l'attestation de visite de site + le Rapport de visite de site (l'attestation de visite de site sera signé sur l'honneur par le soumissionnaire avec une mention du Délégué Régional de la Communication de l'Ouest ou du Gouverneur de la Région de l'Ouest ou son représentant en cas d'indisponibilité du Délégué, cette mention approuve de ce que le soumissionnaire a effectué ladite visite de site) ;
- f) Non satisfaction des critères de qualification du personnel requis ;
- g) Non satisfaction des critères du matériel requis ;
- h) Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise n'a abandonné aucun contrat lié à la commande publique (Lettre Commande ou Marché) au cours des trois (03) dernières années et qu'elle ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics ;
- i) Absence d'une pièce constitutive de l'offre financière ;
- j) Non-conformité d'une pièce constitutive de l'offre financière ;
- k) Note technique inférieure à 80% de oui.

14. Les principaux critères d'évaluation

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant le système binaire (**oui/non**) sur la base des critères essentiels de qualification ci-dessous :

- a) Présentation générale de l'offre ;
- b) Une capacité financière délivrée par une banque agréée par le MINFI supérieur ou égal à **200 000 000 (Deux cent millions) F CFA** ;
- c) Les références de l'entreprise (au moins trois (03) sur les 03 (trois) dernières années dans les marchés similaires (constructions des bâtiments) ;
- d) Note méthodologique sur la compréhension, l'organisation et planning d'exécution des travaux
- e) Le cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), Paraphé sur chaque page, et avec à la fin du document, la date, la signature et le cachet du soumissionnaire
- f) Le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), Paraphé sur chaque page, et avec à la fin du document, la date, la signature et le cachet du soumissionnaire.

Seuls les soumissionnaires qui auront obtenues **80% « OUI »** seront admis à l'analyse financière.

15. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins disante et jugée conforme au dossier d'appel d'offres.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès du Service des Marchés Publics du Ministère de la Communication à Yaoundé.

18. Additif à l'appel d'offres.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit en cas de nécessité, d'apporter toute autre modification ultérieure utile au présent Appel d'Offres sous forme d'additif.

NB : « Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivant : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 ».

Yaoundé, le 15 MARS 2022

Ampliations:

- MINMAP
- ARMP
- Service des Marchés
- Président CIPM/MINCOM
- Affichage.

LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION



René Emmanuel Sadi

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix Travail Patrie

MINISTERE DE LA COMMUNICATION

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work- Fatherland

MINISTRY OF COMMUNICATION

Open National Invitation To Tender
N°001/AONO/MINCOM/CIPM/2022 OF **15 MARS 2022**

**TO BUILD THE WEST REGIONAL DELEGATION OF COMMUNICATION WITH A
LODGING HOUSE**

Financing: The Public investment budget for the 2022 financial year of the Ministry of Communication.

1. Purpose of the Invitation to Tender

The Minister of Communication hereby launches an Open National Invitation to Tender for the building of the West Regional Delegation of Communication with a lodging house.

2. Consistency of the Work

The work under this Invitation to Tender consists in building an administrative office building (R+1) and a lodging house.

3. Participation and Origin

Participation to this Invitation to Tender is opened to qualified companies incorporated under Cameroonian law.

4. Financing

The work under this Invitation to Tender shall be financed by the public investment budget of the Ministry of Communication for the 2022 financial year, under budget head 56 17 160 04 44 17 170 523112

5. Projected Cost

The projected cost of the operation after preliminary studies is **two hundred and forty five million (245 000 000) CFA F.**

6. Consultation of the Tender Document

The Tender file can be consulted during working hours at the Ministry of Communication, Department of General Affairs, Public Procurement Service, from publication of this notice.

7. Acquisition of the Tender File

The Tender file may be obtained at the Ministry of Communication, Department of General Affairs, Public Procurement Service from publication of this notice, upon payment of a non-refundable sum of **one hundred and forty thousand (140 000) CFA francs to the public treasury.**

8. Submission of Bids

Each offer drafted in French or in English in seven (07) copies, one (01) original and six (06) copies marked as such as well as an electronic version of the financial offer burned on a CD or saved on a USB drive (the absence of the electronic version of the financial offer at the opening of the envelopes constitutes grounds for rejection of the offer), should be deposited at the Ministry of Communication, Department of General Affairs, Public Procurement Service, not later than **Friday 22th April 2022 at 1 pm** in a sealed envelope.

The file will be submitted in three distinct and sealed envelopes labelled as follows:

- I- For administrative documents

II- For technical proposals

III- For financial proposals

They should be submitted in a sealed envelope and **only labelled as such:**

"OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

**N°001/AONO/MINCOM/CIPM/2022 OFFOR THE BUILDING OF THE WEST
REGIONAL DELEGATION OF COMMUNICATION WITH A LODGING HOUSE**

"To be opened only during a tender board session"

9. Admissibility of Offers

Each bidder should attach to his administrative documents a bid bond of **4 900 000 (four million and ninety thousand)**, valid thirty (30) days after the final date of validity of the bids and issued by a first- rate Bank approved by the Ministry of Finance, the list of which is provided in document No.12 of the tender file.

Under the risk of being rejected, the administrative documents required must be reproduced in original or certified true copies by the issuing service in accordance with the Special Regulations of the invitation to tender.

They must not be older than three (03) months or must not have been established after the signing of the tender notice.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of this notice or of the tender file shall be declared inadmissible. This applies especially to the absence of the bid bond issued by a first- rate Bank approved by the Ministry of Finance, total failure to meet the qualification criteria for the minimum staff required by the Tender file, total failure to meet the justifying criteria for the minimum equipment required by the Tender file, which will lead to the rejection of the offer.

10. Opening of Bids

The opening of bids will be implemented in one stage.

The opening of the administrative documents and the technical and financial proposals will take place **on the Friday 22nd April 2022 at 2 pm** by the ministerial committee in charge of procurement of the Ministry of Communication.

Bidders may be present at the bid opening session or be represented by a person of their choice duly authorized and having a thorough knowledge of the file.

11. Deadline for Work Execution

The maximum deadline for carrying out the work planned by the project supervisor shall be **eight (08) months**.

12. Evaluation of Bids

Evaluation will be done in **three (3) stages:**

- **Stage 1:** assessment of the compliance of the administrative file of each bidder.
- **Stage 2:** technical evaluation of the complying bids
- **Stage 3:** assessment of the financial offers of companies whose offers were recognized as technically qualified and administratively compliant.

The evaluation criteria of the bids shall be the following:

13. Essential Eliminary Criteria

Bids with the following shortcomings will be rejected:

- a) The absence of the bid bond;
- b) Failure to produce or comply within 48 hours of one of the missing administrative file documents found to be non-compliant;
- c) False declaration or fake document;

- d) The absence of a quantified unit price in the financial offer
- e) Absence of Site Visit Certificate + Site Visit Report (the Site Visit Certificate shall be signed on honour by the tenderer with a note of the Regional Delegate of Communication for the West or the Governor of the West Region or his representative if the Delegate is unavailable. This note testifies that the tenderer has carried out the said site visit);
- f) Abandonment of a construction site;
- g) Failure to meet the qualification criteria for the required personnel and equipment;
- h) Absence of a declaration on the honor that the company has not abandoned any contract linked to the public procurement (Procurement Letter or Contract) over the past three (03) years and that it does not appear on the List of defaulting companies annually drawn up by the Minister of Public Contracts;
- i) Lack of an important document in the financial offer;
- j) Non-compliance of an item in the financial offer;
- k) Technical score lower than 80% of "YES".

14. Essential Evaluation Criteria

The assessment of bids will follow a binary mode (YES/NO) and will be based on the following criteria which are detailed in the Special Regulations of the Invitation to Tender:

- a) General presentation of the bid;
- b) Attestation of the financial capacity issued by a bank approved by MINFI higher or equal to 200 000 000 (two hundred) million CFAF;
- c) The references of the company (at least three (03) over the past 03 (three) years in similar contracts (construction of buildings);
- d) Methodological note on the understanding, organisation and planning of the work
- e) The Special Technical Conditions (SCC), duly initialed on each page, with the date, signature and stamp of the bidder at the end of the document
- f) The Special Conditions of Contract (CCAP), duly initialed on each page, with the date, signature and stamp of the bidder at the end of the document.

Only bidders who obtain 80% of "YES" will be admitted to the financial evaluation.

15. Award of Contract

The contract will be awarded to the bidder with the lowest tender deemed to comply with the tender document.

16. Deadline for the Validity of Bids

Bidders shall remain committed by their bids for ninety (90) days from the date of their submission.

17. Further Information

More technical, administrative information can be obtained from the Procurement service of the Ministry of Communication in Yaoundé.

18. Addendum to the Invitation to Tender

The project Owner reserves the right, if necessary, to introduce any other useful amendment later in this invitation to tender in the form of an addendum.

NB: "For any attempt of corruption or bad practice, please call the MINMAP or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48".

CC:

- MINMAP
- ARMP
- Procurement Service
- President CIPM/MINCOM
- Billposting



Yaoundé, on 15 MARS 2022

THE MINISTER OF COMMUNICATION

René Emmanuel Tadi